

Communiqué de presse

Valdunes : après avoir permis de gagner un projet de reprise, la lutte collective continue pour l'emploi

Seule entreprise produisant, en France, des roues et essieux pour le ferroviaire, l'entreprise métallurgique MG Valdunes et ses deux sites industriels situés dans le Nord sont au cœur des enjeux environnementaux et de souveraineté industrielle. Depuis le mois de mai 2023, le désengagement de l'actionnaire chinois MA Steel menace l'avenir de l'entreprise.

La lutte continue des salariés, avec l'appui de toute la CGT, et l'intervention de nombreux acteurs politiques et économiques ont permis de maintenir ce dossier industriel en haut de la pile de l'agenda politique.

Jeudi 1^{er} février, les élus du CSE de Valdunes ont pris connaissance de l'offre de reprise déposée par la société française Europlasma. Celle-ci porte bien sur les sites de Leffrinckoucke et Trith-Saint-Léger qui seraient maintenus dans une même entité juridique. C'est une revendication qui a été portée, dès le départ, par les salariés en lutte et la CGT. Il s'agit donc d'une avancée importante.

Dans une perspective de décarbonation, la CGT accueille favorablement l'objectif de développement sur le site de Leffrinckoucke d'une activité de production énergétique fondée sur le recyclage.

Pour autant, le niveau de suppression d'emplois annoncé (133 emplois sur 308) et la « mise en sommeil » de l'activité essieux sont des problèmes majeurs. La bataille pour la souveraineté industrielle passe par le maintien d'une capacité de production d'essieux, ce qui nécessite tant la poursuite de cette activité que la préservation des compétences actuelles. Les différents acteurs qui ont porté et accompagné le dossier doivent créer les conditions de la poursuite de cette activité.

Avec les salariés en lutte, la CGT va continuer de mener le combat pour garantir l'avenir de l'emploi dans l'entreprise et la pérennité de ses activités.

Afin de sécuriser les conditions de la reprise de Valdunes, avec le syndicat CGT Valdunes, avec la Fédération CGT de la Métallurgie, avec l'Union départementale CGT du Nord, la CGT exige en urgence l'organisation par le gouvernement d'une table ronde associant les élus locaux, la SNCF, Alstom et Europlasma.

Montreuil, le 2 février 2024